

A l'ONU, les Etats-Unis lancent les hostilités contre l'Iran au risque d'une crise au Conseil de sécurité

Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, essaie d'obtenir le prolongement illimité de l'embargo sur les armes et d'enterrer définitivement l'accord sur le nucléaire iranien.

Par Allan Kaval Publié le 13 août 2020 à 04h18



Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, à Washington le 5 août.
PABLO MARTINEZ MONSIVAIS / REUTERS

Sur le dossier iranien, le temps presse pour le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo. A quelques mois de l'élection présidentielle de novembre, la réélection de Donald Trump est loin d'être acquise et son rival, Joe Biden, a annoncé qu'élu, il serait favorable à une position plus conciliante face à Téhéran. L'échéance approchant, l'administration Trump fait tout pour que l'héritage de sa politique iranienne survive au premier mandat du président républicain, afin d'enterrer définitivement l'accord sur le nucléaire iranien, signé en 2015, entre Téhéran et les grandes puissances.

Donald Trump l'avait quitté en 2017 et privé de fait de sa substance. Mais Européens, Russes et Chinois se sont attachés à en conserver la coquille vide et M. Biden, s'il est élu, pourrait le sauver. Il paraît donc prioritaire pour l'administration Trump de lui ôter toute chance de survie. La route qui mène à cet objectif diplomatique urgent pour Washington est cependant tortueuse. Elle passe par le Conseil de sécurité des Nations unies, une institution dont la diplomatie américaine se montre désormais prête à forcer les mécanismes subtils pour arriver à ses fins, quitte à la plonger dans une crise grave.

Article réservé à nos abonnés

Lire aussi [Mohammad Javad Zarif](#) : « Autoriser les Etats-Unis à détruire définitivement l'accord sur le nucléaire iranien serait retourner à la loi de la jungle »

Un plan de bataille en deux temps

Au cœur de l'été, la première phase d'un plan de bataille en deux temps vient d'être enclenchée à New York, avec la mise en avant, mardi 11 août, d'un projet de résolution américain visant à prolonger l'embargo sur les armes visant Téhéran. Selon les termes de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, cet embargo doit en effet arriver à terme le 18 octobre, une perspective que Washington juge inacceptable. Les Etats-Unis veulent une extension illimitée de l'embargo. Bien que le texte offert à l'attention des autres membres du Conseil de sécurité soit plus modéré qu'une version antérieure, il n'a pourtant aucune chance d'être soutenu par la Chine et la Russie, membres permanents, qui entendent pouvoir vendre des armes à Téhéran dans un avenir proche. Piégés dans un entre-deux impossible à tenir, les Européens tentent, de leur côté, selon des observateurs proches du dossier, de construire un projet de résolution alternatif, limitatif pour l'Iran et dont l'ambition serait de créer le consensus entre Américains, Russes et Chinois.

La perspective de cette solution miracle paraît cependant d'autant plus illusoire que les vrais enjeux de la bataille diplomatique, faite de postures et faux-semblants, sont ailleurs. Washington sait en effet pertinemment qu'aucun de ses projets de résolution sur l'embargo n'a la moindre chance d'être adopté. La diplomatie américaine espère que le texte actuel lui permettra de paraître moins isolé et d'obtenir neuf votes favorables sur les quinze membres du Conseil. Cela contraindrait la Chine et la Russie à opposer leur veto. Mais ces votes sont loin d'être acquis, selon une source proche du dossier à New York, et le projet de résolution, dont on ignore quand il sera mis au vote, pourrait être rejeté cette semaine sans même que Moscou et Pékin ne doivent hausser le ton.

Lire aussi [Iran : entrée en vigueur de sanctions américaines contre le transport maritime](#)

Un va-tout dévastateur

Quel que soit le degré de leur isolement, devant une impasse à l'ONU, les Etats-Unis pourraient se déclarer fondés à utiliser un va-tout dévastateur. C'est là, la deuxième phase du plan de bataille de Washington.

En l'absence d'accord au Conseil de sécurité dans les prochains jours, la partie américaine entend forcer unilatéralement les Nations unies à rétablir l'ensemble des sanctions onusiennes qui visaient l'Iran avant l'accord de 2015. « *D'une manière ou d'une autre, nous choisirons la bonne chose à faire. Nous nous assurerons que l'embargo sera prolongé* », prévenait M. Pompeo, le 5 août. Cette « *autre manière* » a un nom : le « **snapback** ». Prévues par la résolution 2231 portant sur l'accord nucléaire de 2015, cette procédure permet à un Etat participant à l'accord d'obtenir le retour des sanctions contre l'Iran. Une argutie juridique liée à un défaut de rédaction vieux de cinq ans permet en effet à Washington de se targuer de sa qualité de « participant » bien que M. Trump ait décidé d'en sortir les Etats-Unis. **Le raisonnement est paradoxal d'un point de vue logique et politiquement malhonnête. Mais juridiquement étayé.**



« *La plupart des membres du Conseil pensent qu'il s'agit d'une crise inutile et préfèrent faire la politique de l'autruche* », estime Richard Gowan, directeur ONU d'International Crisis Group. « *Mais les Etats-Unis pourraient vouloir faire pression pour que le "snapback" soit complet d'ici à la fin septembre, afin que M. Trump puisse crier victoire dans son discours annuel à l'assemblée générale des Nations unies, même si beaucoup de pays pensent que tout cela n'est qu'une mascarade.* »

Les conséquences de cette « *mascarade* » pourraient toutefois être sévères. La réaction iranienne au « snapback » est susceptible de déclencher une escalade dont héritera le prochain locataire de la Maison Blanche. Par ailleurs, les autres membres permanents du Conseil de sécurité estiment que Washington ne peut légitimement invoquer le « snapback » sans pour autant que ce contentieux puisse être tranché au sein des Nations unies. L'institution serait donc traversée par un profond clivage, porteur d'une crise historique, livrée aux interprétations politiques contradictoires de ses principaux membres.

Allan Kaval

Le Monde du 14 août 2020

Publié le 13 août 2020 à 18:36 Mis à jour le 13 août 2020 à 21:19

Historique. Israël et les Emirats arabes unis (EAU) ont annoncé jeudi un accord de paix et la normalisation de leurs relations diplomatiques.

Le Monde du 15 août 2020

le vote au Conseil de Sécurité le vendredi 14 août 2020

Le projet de Washington n'a été approuvé **que par deux pays**, a annoncé l'Indonésie, qui préside actuellement cette instance. Deux autres, la Russie et la Chine, ont voté contre et les onze membres restants du Conseil se sont abstenus, parmi lesquels la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, alliés européens des Etats-Unis.

Security Council composition

Permanent members

-  China
-  France
-  Russia
-  United Kingdom
-  United States

Membres non-permanents :

-  Afrique du Sud
-  Allemagne
-  Belgique
-  Estonie
-  Indonésie
-  Niger
-  République dominicaine
-  Saint-Vincent-et-les-Grenadines
-  Tunisie
-  Viêt Nam